

**Convention collective**

**EXPLOITATIONS DE POLYCLTURE,  
ÉLEVAGE, VITICULTURE,  
ARBORICULTURE FRUITIÈRE,  
ENTREPRISES DE TRAVAUX  
AGRICOLAS ET RURAUX,  
CUMA, ENTREPRISES DE DISTILLATION  
(SAVOIE)**

**(26 juin 1984)**

(Etendue par arrêté du 16 janvier 1985,  
*Journal officiel* du 25 janvier 1985)

AVENANT N° 73 DU 16 JUIN 2005 (1)

NOR : AGRS0697037M

Entre :

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de la Savoie ;

Le syndicat des alpagistes, fruits communs et vendeurs directs de la Savoie,

D'une part, et

L'union départementale du syndicat CFTC ;

L'union départementale du syndicat FO ;

L'union départementale du syndicat CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Le titre I<sup>er</sup> « Classification des emplois et rémunérations horaires minima » de l'annexe III « Dispositions particulières applicables aux salariés occupés pendant la saison d'alpage bovins lait dans le département de la Savoie » est remplacé par le titre suivant : « I. – Classification des emplois et rémunérations minima ».

---

(1) La procédure d'extension de ce texte a été engagée.

## Article 2

Les dispositions des 2 derniers alinéas du titre I<sup>er</sup> « Classification des emplois et rémunérations horaires minima » de l'annexe III « Dispositions particulières applicables aux salariés occupés pendant la saison d'alpage bovins lait dans le département de la Savoie » sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Les salaires minima correspondant à ces emplois sont fixés (sous réserve des dispositions relatives au SMIC) ainsi qu'il suit :

*(En euros.)*

COEFFICIENT hiérarchique	RÉMUNÉRATION horaire minimal	RÉMUNÉRATION MENSUELLE MINIMALE garantie correspondante (point III de la présente annexe)
100	8,03	1 618,17
120	8,18	1 648,46
160	8,49	1 710,69
180	8,64	1 740,98
210	8,87	1 787,43

## Article 3

Les dispositions du premier alinéa du titre V « Avantages en nature » sont modifiées comme suit :

« Nourriture : lorsque l'ouvrier est nourri par l'employeur (petit déjeuner, déjeuner et dîner) le montant de la déduction opérée à ce titre sur la rémunération ne peut être supérieur à 8 € par jour. »

## Article 4

Les dispositions du présent avenant prennent effet au 1<sup>er</sup> juillet 2005.

## Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé, en 5 exemplaires, au service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles de la Savoie.

Fait à Chambéry, le 16 juin 2005.

*(Suivent les signatures.)*